



HAL
open science

Plan et marché. Les réflexions des économistes russes d'avant 1921

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel. Plan et marché. Les réflexions des économistes russes d'avant 1921. Cahiers de l'Espace Europe, 2000, La pensée économique russe et l'intervention de l'Etat dans la vie économique de 1880 à 1921. hal-02943477

HAL Id: hal-02943477

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02943477v1>

Submitted on 22 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Plan et marché.
Les réflexions des économistes russes d'avant 1921

Jacques Fontanel

In
Les Cahiers de l'Espagne Europe n°16
Novembre 2000

Résumé : L'idée de planifier l'économie n'est pas née avec la révolution soviétique. Dans l'empire tsariste, l'Etat a souvent été considéré comme un acteur essentiel du développement économique. Des débats se sont élevés sur la mise en place de monopoles privés ou publics en vue d'accélérer la croissance économique. La guerre a favorisé l'essor d'une organisation militaro-industrielle, laquelle a revendiqué une planification en vue de rénover la politique économique nationale. Des débats se sont instaurés concernant la mise en place d'une planification centrale. Le communisme de guerre issu de la guerre civile a été dans un premier temps conduit à réorganiser l'économie nationale en donnant à l'Etat un pouvoir déterminant. Il y eut des opposants, mais le contrôle de l'économie par une planification d'Etat a vite été acté.

Summary: The idea of planning the economy was not born with the Soviet revolution. In the tsarist empire, the State was often considered as an essential actor of the economic development. Debates arose on the establishment of private or public monopolies in order to accelerate the economic growth. The war fostered the rise of a military-industrial organization, which demanded planning for the renewal of national economic policy. Debates arose over the establishment of central planning. The war communism that emerged from the civil war led initially to the reorganization of the national economy by giving the state decisive power. There were opponents, but the control of the economy by means of state planning was soon established.

Mots clés : Planification soviétique, Plan, marché.
Soviet planning, Planning, market

En sciences sociales, trois grands courants de pensée relatifs à la question de l'Etat coexistent :

– L'approche du contrat social pur a été élaborée par Jean-Jacques Rousseau et les philosophes idéalistes. Elle consiste à considérer l'Etat comme la résultante des clauses d'un contrat social volontaire. L'individu accepte de signer un contrat social qui lui garantit certaines prestations en échange d'une réduction volontaire des degrés de liberté admis par l'individualisme exclusif. L'homme n'est pas simplement un être individuel, il est inséré dans un réseau de relations sociales qui ne peuvent s'exprimer efficacement qu'avec la définition de règles collectives généralement applicables à tous. Les actes d'autrui interagissent sur les actions individuelles, notamment en matière de sécurité, de travail et d'organisation sociale. Une solution de coopération est préférable à une situation dans laquelle tous les hommes sont isolés, concurrents et ennemis. Au départ, selon les intérêts en cause, les associations se développent autour d'un thème, celui de la protection de la famille ou du territoire par la mise en place d'un accord corporatif. L'idée d'une association d'associations apparaît rapidement et la création de l'Etat en est la résultante.

– L'Etat est aussi analysé comme l'expression dominante des nécessités de la vie sociale. Il est alors le garant des contrats, ceux-ci étant parfois contraints par les besoins collectifs. L'Etat représente plus que la somme des individus associés, il défend l'intérêt collectif. Il a pour fonction d'obliger les individus à respecter le contrat social lui-même. L'hypothèse du contrat social pur disparaît, car l'unanimité n'existant plus, la constitution s'impose à tous, même aux opposants. Le décideur social se dote de moyens coercitifs dont il revendique le monopole, afin de faire respecter les règles collectives. La loi s'impose à tous et nul n'est sensé l'ignorer.

– L'Etat est le produit de la classe dominante, et il constitue donc un instrument d'exploitation. Cette conception suppose qu'un groupe homogène à l'intérieur de la Nation dispose des pouvoirs militaires et policiers (recours à la force), économiques (contrôles des moyens de production et de la répartition des revenus) ou politiques (gestion publique et élaboration de lois en faveur du groupe au pouvoir). Dans ce cas, la classe dominante impose les règles qui fondent sa propre puissance. Dans ces conditions, l'Etat est présenté comme une association d'individus tenus à respecter des règles sociales imposées par un décideur social, soit par la soumission volontaire, soit par la contrainte. Il exerce aussi le pouvoir des relations avec les autres Etats-collectivités, soit par la violence, la coexistence ou la concertation.

L'action de l'Etat dans la vie économique est inévitable, dès lors que les autorités publiques établissent les règles de fonctionnement de l'activité productive et commerciale. C'est la nature de l'intervention de l'Etat qui est contestée, concernant son opportunité, son coût, sa lourdeur et parfois sa sclérose.

A la fin du siècle dernier trois analyses de l'Etat coexistaient, d'importance très inégale. Le pensée économique dominante était largement fondée sur la paradigme walrassien et marshallien. Autrement dit, l'économie était en quête d'un équilibre général, ou d'équilibres partiels, lesquels conduisaient à l'optimum. Dans cette perspective, le rôle de l'Etat était ramené à la gestion de biens publics dont l'importance était particulièrement réduite à celle des activités de police et de défense, parfois d'éducation. La pensée alternative était celle des opposants au capitalisme, soit inspirés de la réflexion marxiste (qui souhaitait la destruction d'un Etat oppresseur et défenseur des intérêts bourgeois), soit du socialisme utopique (souvent intéressé par les associations d'associations), soit encore par l'anarchie (qui rejetait toute idée d'Etat centralisateur et monopoleur de la contrainte publique). Cependant, avec les analyses de Taylor et les idées d'une organisation scientifique du travail, l'idée d'une organisation, puis celle d'une planification, d'abord dans l'entreprise, puis au niveau de l'Etat, se développèrent. Pour Henry Ford, le système capitaliste du début du XXe siècle ne permettait pas d'obtenir la productivité optimale, car il était gaspilleur et mauvais distributeur des richesses produites. La planification est nécessaire, mais elle n'est valide que si elle est rationnelle et correctement conduite. Il s'agissait, pour Ford, de remplacer le mécanisme impersonnel de l'économie du marché par une gestion collective et consciente d'orientation vers des objectifs sciemment choisis.

L'industrialisation accélérée pouvait seule permettre à la Russie de rattraper les pays occidentaux les plus avancés. L'industrialisation d'un pays aussi immense que la Russie exigeait le déploiement urgent d'un réseau ferroviaire et le développement des branches de l'industrie lourde, que seul l'Etat était à même de conduire. Autrement dit, l'Etat était un acteur économique incontournable, capable d'exercer un certain effet régulateur sur l'activité des entreprises et des associations privées, sans engendrer pour autant une diminution du rôle du secteur privé dans l'économie. En Russie, l'histoire montre la progressive relation entre les faits et les pensées économiques, leurs relations réciproques, les luttes, les victoires, les défaites et les compromis fournissant un système d'organisation particulièrement novateur : la planification centralisée.

I) De l'idée de plan à sa mise en place

Les idées socialistes furent toujours très développées en Russie, par des auteurs souvent méconnus en France.

A) Des réflexions nombreuses sur le rôle de l'Etat

Pour D.I. Mendeleev, l'Etat est un facteur essentiel du développement économique. Pour ce faire, il doit créer les conditions de la transformation de la Russie en un pays hautement industrialisé. Pour ce faire, à l'instar de List, il va inciter l'Etat à protéger activement les intérêts de l'industrie et du commerce. Condamnant le servage, il revendiquait l'instauration de la propriété d'Etat sur les matières premières et l'énergie et un processus de démocratisation in-

terne. Pour lui, c'est l'industrie qui donne la puissance aux Etats par la prospérité nationale. Pour éviter la dépendance économique, il faut engager un processus d'industrialisation rapide, qui s'étendrait à toutes les branches de l'industrie extractive, de l'industrie de transformation et notamment de l'industrie lourde. Promoteur des « effets industrialisants », il considère que seul l'Etat peut donner l'élan nécessaire au développement économique de la Russie.

Pour Witte, partisan des principales valeurs du libéralisme comme le marché, la propriété privée et le travail libre des travailleurs, la doctrine marxiste, fondée sur la suppression de la propriété et la distribution sociale des fruits de la production, était erronée. Il souhaitait cependant que l'Etat exerce un rôle non négligeable dans la vie économique, notamment pour mettre en place, dans un pays essentiellement agricole, le développement industriel. La puissance de l'Etat passe par une industrie nationale développée. La liberté du commerce n'est qu'un objectif à long terme, qui suppose au départ un régime protectionniste rigoureux. Le libre échange supprime, dès le départ, le potentiel de développement économique des Nations faiblement industrialisées. A la suite de List, il affirme que la création d'une industrie forte et compétitive est la condition sine qua non de l'abolition du protectionnisme. Il en va de même de Janjoul, promoteur de l'économie de marché, qui préconisait l'intervention la plus ample de l'Etat dans la vie économique de la société, notamment dans son action protectionniste, dans le cadre d'une législation du travail progressiste, de la coexistence d'une propriété privée et d'une propriété publique et d'une protection des revenus du travail au détriment des revenus spéculatifs. Il se prononçait pour la réduction maximale des impôts sur le revenu des salariés, tandis que ceux des milieux aisés devaient être proportionnellement augmentés.

P.B. Strouve, marxiste réputé, fonda sa réflexion sur l'existence d'un Etat fort, le libéralisme et le nationalisme. Favorable au capitalisme industriel, il souhaitait qu'elle devint un pays capitaliste riche. Ce qui est historiquement nécessaire pour développer ensuite la Grande Russie, fondée sur la suppression du servage, l'essor de la liberté des hommes. Le marché doit s'étendre à tout le pays, sous le contrôle éclairé ou la participation active de l'Etat.

B) La progressive domination du rôle nécessaire de l'Etat dans la vie économique

Les économistes russes de l'avant-guerre étaient déjà obnubilés par le pouvoir central, le monopolisme privé ou d'Etat, l'économie de guerre et le monopole du blé, la gestion centralisée de l'Etat et un plan économique unique, l'idéologie de la planification et des plans à long terme. Dans l'opinion économique russe du début du XX^e siècle, le modèle capitaliste de la libre concurrence était fortement contesté par l'idée d'un système économique monopoliste, soit privé soit étatique. En fait, ces deux conceptions s'opposaient mais étaient dominantes dans la Douma d'Etat et dans le gouvernement. En Russie, le contrôle de l'économie existait déjà au moins partiellement avant la Révolution d'Octobre. Les années de guerre et les mois du gouvernement provisoire ont constitué les premiers chaînons d'un développement planifié. La lutte contre le marché fut enclenchée dès 1915 par l'Etat impérial. Pendant la guerre, ces processus se sont manifestés avec encore plus de force et les premières institutions de contrôle de l'économie furent établies dès 1914. On a essayé de centraliser les ressources matérielles et de créer un système économique fondé sur la redistribution par l'Etat des ressources produites. On est passé de l'économie de guerre tsariste vers le système du communisme de guerre. En 1917, elles furent utilisées par les gouvernements révolutionnaires de gauche, puis plus tard par

les bolcheviks. L'Etat prolétaire ne fit qu'en recueillir les fruits. Trois variables expliquent le rôle croissant de l'Etat :

– Les conditions de temps de guerre ont favorisé la concentration des forces et des moyens et à la mise en place progressive d'un socialisme étatique dès la Révolution d'Octobre.

– Du fait des conditions économiques difficiles (hyperinflation, mécanismes financiers désorganisés, circulation monétaire interrompue), la nationalisation des rapports de distribution et d'échange apparut alors nécessaire. Si avant la guerre la propriété privée était défendue, elle perdit nombre de ses partisans avec la guerre. Cependant, la révolution de 1917, même si elle marqua des changements radicaux dans le domaine socio-politique, ne devait pas nécessairement conduire aux transformations de la base idéologique. Cependant, la littérature des bolcheviks du temps du communisme de guerre mettait déjà en évidence les nouvelles conceptions de la NEP.

– Enfin, la formation d'un capitalisme monopolistique étatique en tant que base matérielle du socialisme étaient considérées comme fondamentales. Pour les économistes soviétiques, il y avait transformation objective du capitalisme de libre concurrence en capitalisme monopoliste, lequel est une condition de la révolution prolétarienne et de la formation du système socialiste (communiste) de l'économie. C'était l'établissement des pré-conditions du passage du monopolisme d'Etat au communisme soviétique, idée déjà développée par Lénine dans ses travaux antérieurs à 1917. Il y avait un lien organique entre le système monopoliste d'Etat et le régime communiste (Sigov, 1917) Pour Vanag, le capital financier s'était formé sur le capital étranger et les monopoles russes furent le résultat de l'assujettissement de l'industrie nationale aux banques étrangères. Il y avait une monopolisation de l'industrie russe par le capital bancaire international par l'intermédiaire des banques commerciales anonymes russes. Dans la situation des années 20, le gouvernement n'avait pas fait son choix et il hésitait entre l'industrialisation « organique » ou « forcée ». Les discussions étaient limitées aux questions des périodes de début et de fin du capitalisme monopolistique et du rôle à accorder au capital étranger. La création d'une économie sans marché fut considéré ensuite comme un passage obligé vers le communisme. La NEP remit en évidence les nécessités des relations économiques internationales et de l'initiative privée. La mise en place progressive des bases théoriques et idéologiques du contrôle étatique de l'économie nationale se fit progressivement.

II) Monopoles privés ou monopoles publics ?

Les principales difficultés de l'industrialisation de la Russie étaient la faiblesse de l'initiative privée, l'absence de ressources de capitaux et de transferts interbranches des capitaux, un système d'accumulation inefficace. Pour la plupart des économistes russes, il fallait rationaliser la production industrielle par la constitution de monopoles. Cependant, la principale question n'était pas le maintien ou non du marché, mais le caractère privé ou public des monopoles.

A) Les monopoles privés ont été défendus comme vecteurs fondamentaux du développement économique de la Russie.

La Revue « L'industrie et le Commerce, qui se déclarait sans objectif politique, défendait en réalité les intérêts des grands propriétaires privés contre l'expansion économique de l'Etat

(auquel elle reprochait des taxes trop élevées et une incapacité congénitale à la gestion de l'activité industrielle). La concentration de la production y était considérée comme un instrument essentiel de défense et de renforcement des intérêts stratégiques de l'économie nationale. Les monopoles nationaux privés avaient pour objectif la conquête absolue du marché. Pour Vanag, le facteur décisif était le renforcement du capitalisme monopolistique par les cartels d'entreprises et non par sa monopolisation par les banques (thèse de Vanag). Pour Glivits (1909), la libre concurrence devait laisser le pas à la coopération d'affaires dans tous les secteurs de l'industrie. Les « industries monopolistes » pouvaient alors contrôler les prix, sans pour autant, selon Farmakovski, en profiter pour spéculer sur les marchés des biens et des titres. Les entreprises pouvaient chercher à s'unir afin de mieux coordonner et planifier leurs activités. Les dirigeants souhaitaient la privatisation des entreprises métallurgiques de l'Oural et la création d'un trust métallurgique régional. Ce monopole privé trouverait des terrains d'entente avec les autorités publiques, coordonnerait la production des différentes entreprises et détermineraient une politique des ventes.

Les mêmes observations furent faites pour les chemins de fer (Maydel, 1909). Pour Riabouchinski, éditeur de « Le matin de la Russie », il s'agissait de protéger les intérêts des classes productrices de la société, les industriels et les propriétaires fonciers. Par contre, les entreprises publiques étaient supposées exercer un rôle néfaste car leur gestion est, par nature, inefficace, incompétent, bureaucratique. L'Etat doit seulement protéger les producteurs nationaux contre la concurrence des marchandises importées, mener une politique fiscale souple, supprimer les restrictions relatives aux mouvements du travail et du capital et développer une législation économique moderne. Les monopoles privés ne cherchent pas à s'enrichir au détriment de la population. Cependant, l'Etat doit avoir un plan à long terme, destiné à définir les objectifs stratégiques et les orientations de la politique économique de l'Etat. Il s'agit donc d'une planification très souple, une forme de réducteur d'incertitude, notamment sur les actions de l'Etat, qui ne remet pas en cause l'organisation monopolistique privative de l'économie russe. Ce plan est orienté vers des objectifs globaux et vers une organisation « concertée ». Son rôle prévisionnel était faible. Autrement dit, cette conception revêt un caractère particulier : elle demande un protectionnisme (qui ressemble aux analyses mercantilistes et Listiennes, sauf dans le refus de faire de l'Etat le vecteur principal du développement économique), une planification souple et concertée (qui se rapproche des analyses de la planification française du milieu du XX^e siècle, mais sans donner à l'Etat un rôle incitatif) et une confiance dans les « monopoles privés » (qui justifie indirectement l'analyse marxiste de l'accumulation du capital). Après 1910, la presse économique va attaquer les monopoles économiques privés, du fait des hausses injustifiées des prix (pétrole, matières premières notamment). On a même parlé d'un syndicat pétrolier. Le gouvernement a été amené à prendre des mesures économiques concernant le contrôle de la production et de la distribution du carburant en Russie, avec des règles portant notamment sur le développement de la prospection, l'encouragement de la production pétrolière publique, la réduction des prix, les problèmes de dédouanement, et le refus des ententes illégales). Cette théorie, fondée sur les intérêts particuliers de la bourgeoisie d'affaires, n'a pas connu de soutien populaire et public. Son audience s'est éteinte d'elle-même, au regard des abus.

Pour Goldstein, il faut prendre de nombreuses mesures de protection, mesures contre les abus des syndicats et des trusts. L'Etat est un arbitre entre les intérêts privés des monopoles et ceux de la collectivité. Il faut donc contrôler les monopoles privés et les cartels, puis les

transformer en structures étatiques, selon des modalités financières simples. Ces idées, sous des formes différentes, étaient défendues par Jeleznov et Kafenhau, qui souhaitaient donner un rôle de régulateur à l'Etat et de contrôle des monopoles publics, tout en insistant sur l'efficacité de l'économie de marché.

B) Les monopoles publics sont revendiqués, du fait de la disparition progressive des attributs du marché libre.

Pour M.P. Mighouline (directeur de deux revues économiques, « L'économiste de la Russie » ou le « Nouvel Economiste »), le marché a été remplacé par les syndicats d'entrepreneurs et la théorie économique traditionnelle est, de ce fait, dépassée. Avec la fin de la loi de l'offre et de la demande, l'abandon du « laissez faire » et du « laissez passer », il faut trouver les bases d'une nouvelle politique économique. Les lois économiques n'existent plus, car la concurrence a disparu, laissant les producteurs déterminer eux-mêmes leurs prix. L'Etat est en mesure de corriger les conséquences négatives de la croissance des monopoles privés. Il peut contrôler de manière directe et rigoureuse les principales ressources du pays (charbon, pétrole, forêts, hydraulique) et la distribution des produits alimentaires pour lutter contre l'exploitation des monopoles privés. Pour Mighouline, le gouvernement doit contrôler le caractère chaotique du développement économique du pays et réduire le rôle des monopoleurs privés, en définissant les prix des produits de base. Pour lui, la réglementation de la production des principales branches d'industrie, la fixation publique des prix de certains produits et l'institution d'un monopole public sur le commerce en gros et sur la fabrication de ces produits étaient des procédures nécessaires. Il faut noter que les Conservateurs de la Douma, et notamment Markoi-2) acceptaient d'ailleurs cette hypothèse, regrettant que les ressources nationales soient monopolisées par les requins de l'industrie. Ils souhaitaient le retour à une économie étatisée et aux monopoles d'Etat.

41

III) La guerre, un facteur de développement de la planification et des monopoles publics

Comme dans tous les pays impliqués, la guerre a rendu nécessaire la coordination des activités économiques nationales. On est passé de la coordination, à la mise en place d'une planification et de monopoles publics.

A) Une organisation militaro-industrielle a progressivement été mise en place pour la gestion de l'économie russe.

Au départ, le capital privé a cherché à concentrer entre ses mains les commandes militaires, mais le gouvernement, notamment le bureaucratie en charge de celui-ci, a dû trouver des solutions aux problèmes de l'économie de guerre. On a ensuite cherché à organiser les monopoles, en construisant des plans d'exécution des commandes, selon une organisation précise du travail de l'industrie, selon les priorités définies. Cette organisation militaro-industrielle, qui a amélioré la productivité des entreprises privées et publiques, a introduit l'idée de la planifica-

tion centrale, sur la base d'une union volontaire (Riabouchinski, 1915). Dans ce cas, toutes les forces du pays sont tournées vers l'armée et la victoire, et les usines forment une immense fabrique qui ne travaille que pour l'armée. Cependant, le régulateur principal ne devait pas être l'Etat, mais les comités militaro-industriels. Ceux-ci sont rapidement considérés comme une forme élevée d'auto-organisation de l'entreprise assurant une meilleure coordination des forces productives, qu'il faudra maintenir après-guerre.

Le processus de direction centralisée de l'économie nationale a conduit les industriels à chercher à s'infiltrer dans ce pouvoir économique, mais les structures des industriels ne jouèrent qu'un rôle secondaire au regard des organes régulateurs étatiques. Les pouvoirs publics ont cherché à faire travailler les industriels contre leur propre intérêt économique, ce qui ne mettait personne en confiance. En effet, le gouvernement se méfiait de cette bourgeoisie riche, qui s'oppose au système autocratique en place. Les autorités publiques ont freiné ces initiatives de coordination privée des activités, non pas pour des raisons de monopole, mais par crainte pour son propre pouvoir économique. Pour les entrepreneurs, il faut faire appel aux gens compétents et non au fonctionnariat, dans une atmosphère de confiance réciproque. C'est l'économie de guerre a des obligations de ravitaillement, de production et de distribution des produits agricoles spécifiques. L'Etat accapare surtout les fonctions d'approvisionnement, ce qui constitue un moyen d'action fort sur les producteurs. Cependant, toutes ses initiatives de planification et de distribution ont échoué et le pouvoir s'est engagé dans la répression sur le producteur. Les années de guerre ont enrichi l'expérience du contrôle étatique en général.

Migouline (Le nouvel économiste) souhaitait l'élargissement des monopoles d'Etat (thé, sucre, pétrole, etc.), et ce afin d'augmenter les rentrées du Trésor, de résoudre les problèmes budgétaires d'un Etat en guerre, d'améliorer la qualité de la production et de réorienter les activités privées vers d'autres affaires, après les avoir retirées de la sphère commerciale non productive ; l'Etat doit s'occuper des activités que les particuliers ne peuvent gérer. Ces monopoles publics profiteraient ainsi à la majorité de la population. (Mercoulov, 1915). Les économistes d'orientation socialiste raisonnaient de la même manière (Novogradski, 1916). Ils émettaient des doutes sur la conciliation des monopoles étatiques avec une forte fiscalité de l'économie privée. Ils souhaitaient une étatisation directe de la production nationale (Avilov).

B) L'introduction des éléments du plan est considérée comme une procédure essentielle de rénovation de la politique économique nationale.

La coordination et la concertation des forces politiques et économiques. est réclamée par Bogolepov (1916). Il est proposé au plan de détruire les obstacles au développement des forces productives et, pour ce faire, il doit être conforme aux lois économiques. Mais il n'a pas vocation à être omniscient et omniprésent, le résultat d'une volonté unique et d'une administration directe. C'est un plan de la politique économique, ne contenant que l'essentiel, un système de choix sur ce qui est essentiel pour le moment. L'Etat est la source de la politique économique et donc de la planification économique, qui doit concilier les intérêts divergents et choisir la voie de l'intérêt commun. La politique sectorielle doit être remplacée par une politique gouvernementale basée sur un plan unique obligatoire pour tous les secteurs, tout en sauvegardant le principe de la libre entreprise. Le plan économique doit être concis mais contenir l'essentiel. Il a pour objectif de choisir ce qui est de la première nécessité pour le moment donné. En 1916, un plan a été établi pour l'alimentation de l'empire. Progressivement, les attentes du

Plan sont plus nombreuses et pressantes. Pour Groman et Zagorski (1916), le contrôle partiel de la vie économique est insuffisant, il faut mettre en place un système de contrôle de la production, du commerce, des transports, de la distribution et de la consommation. Il demande la liquidation du marché et son remplacement par un système de distribution étatique. On place alors beaucoup d'espoir dans l'activité innovatrice et redistributrice de l'Etat et dans le refus (par l'instrument fiscal) du rôle des monopoles privés. C'est déjà l'idée d'une économie en transition. L'Etat s'est installé au premier rang de la vie économique et sociale et pour Dorochenko (1916) l'idée d'une organisation sous forme d'établissement d'achats et de répartition devrait survivre à la fin de la guerre. Pour Yasni, seul un Etat qui ne se met pas au service d'une poignée de privilégiés, mais agit dans l'intérêt du peuple entier, peut sortir le pays du chaos et de la débâcle.

Le système a conduit à la corruption, à la bureaucratie. En 1916, les plans n'étaient exécutés qu'à 10-12 %. En 1917, la planification était préconisée par les entrepreneurs eux-mêmes pour stabiliser la situation économique générale. Il y a, en 1917, un engouement pour l'idée de la planification, surtout avec la perte du pouvoir autocratique. L'Etat paraissait la seule valeur morale. Le premier gouvernement révolutionnaire était idéologiquement lié au régime renversé. Les socialistes souhaitaient étatiser la vie économique pour lutter contre le capitalisme privé et la concurrence. Pour Groman, un plan économique unique devait devenir le fondement de toute la politique économique du pouvoir d'Etat russe, une sorte de cerveau économique. Au même moment, pour les syndicats patronaux, dans les conditions actuelles de l'économie mondiale, aucun régime économique autre que le capitalisme n'est possible en Russie. Il fallait inventer quelque chose tant que le commerce ne sera pas libre du fait de la guerre. La bourgeoisie russe acceptait alors le rôle économique et organisateur de l'Etat dans la situation transitoire de la guerre.

Un Conseil économique supérieur fut institué en juillet 1917. Kerenski avait pour tâche de créer un système de planification, d'expertiser toutes les initiatives économiques prévues et de soumettre tous les intérêts de classe à la raison d'Etat. La répartition des produits ne répondait plus aux désirs des consommateurs, mais aux conditions estimées les plus rationnelles dans les productions agricoles et industrielles (la rationalité étant décidée par les organes de l'Etat).

C) Les débats sur une planification centrale largement défendue

Les propositions bolcheviques ne diffèrent pas de celles des forces socialistes : même création forcée de syndicats, nationalisation des secteurs productifs importants, initiation des ouvriers à la gestion. Cependant, le rôle de la planification elle-même a évolué dans les esprits et dans les faits.

Le contrôle du processus économique par l'instauration des monopoles d'Etat a suscité des critiques très vives. Pour Bogdanov, la planification est l'essence même du socialisme, c'est la science organisationnelle universelle. Le régime collectiviste surmonte la spontanéité du marché. La planification n'est pas qu'une tâche technico-organisationnelle, c'est aussi un problème historico-culturel. Pour Bogdanov, en situation de paix, la vraie planification est orientée à la destruction progressive de l'économie publique et par la voie autoritaire de contrainte. La normalisation ne crée rien. Pour lui, la planification de 1917 est un système qui a deux parents, le capitalisme et le communisme consommateur de guerre. Le socialisme c'est d'abord un nouveau mode de coopération productive, sans dirigisme autoritaire et sans extermination de masse.

En 1917, Bazarov mit alors en évidence l'économie planifiée dans l'optique du développement économique de l'idéal socialiste. Selon lui, le développement des forces productives et la croissance des monopoles ont rendu nécessaire la planification. Il faut donc remplacer un capitalisme anarchique et incontrôlable par un capitalisme contrôlé, planifié et réglementé par l'Etat. Il faut satisfaire les besoins de la population et faire en sorte que la production soit réorientée vers les besoins. Il s'agit de trouver un système d'organisation économique qui renforce les tendances socialistes dans l'intérêt des classes laborieuses. L'Etat doit intervenir sur les prix, sur les procédés de fabrication, sur les salaires ou la qualité des produits. Il faut donc renforcer le rôle de l'Etat dans tous les secteurs économiques, notamment son contrôle sur la sphère financière et marchande, étant entendu que l'initiative individuelle des entrepreneurs s'avère souvent insuffisante. Alors que les bolcheviks souhaitent donner le pouvoir d'Etat aux représentations ouvrières, Bazarov souhaite une direction démocratique. Si le système des Soviets est insuffisant pour contrôler la production, il suffit de réformer le vieil appareil d'Etat centralisé, sur la base d'un plan rigoureux. Bazarov reproche alors aux bolcheviks de sous-estimer le rôle de l'Etat dans la restructuration de l'économie russe et de surestimer l'initiative révolutionnaire du prolétariat. Pour Bazarov, le socialisme ce n'est pas seulement l'étatisation de la production, c'est d'abord la destruction du fossé entre décideurs et exécutants, le mariage entre le Plan et les Soviets. Pour éviter l'immobilisme de la bureaucratie, il soutient le pouvoir responsable du peuple, il faut que chacun ressente qu'il travaille pour lui-même et que chacun ait son droit d'initiative.

Les bolcheviks se trouvaient à l'extrême gauche de la palette politique russe. Leur programme de réglementations économiques dans l'intérêt des travailleurs est explicité par Lénine, lequel souhaite arrêter le monopole de la production publique. Pour lui, le capitalisme a simplifié les fonctions de comptabilité et de contrôle, les a ramenés à des connaissances simples, utilisables par tout le monde. L'économie doit être régulée par un seul centre, mais la participation des travailleurs à la direction des entreprises est possible et souhaitable. Pour Lénine, la planification n'est pas importante pour elle-même, mais si elle se réalisait dans et pour la société. Les bolcheviks plaçaient leurs espoirs dans l'intervention active d'un Etat démocratique, alors qu'au départ ils n'acceptaient que le contrôle ouvrier. Le contrôle d'Etat suscitait la raillerie de Lénine. Il était pour le centralisme et la planification à condition qu'elle soit prolétarienne. Il faut donc d'abord prendre le pouvoir, faire travailler les gens compétents ensuite et développer un plan économique unique enfin. L'Etat était un appareil de contrainte d'une classe sur une autre. L'aspect politique attire de plus en plus l'attention. La Banque centrale représentant l'essentiel de l'appareil socialiste, le contrôle des banques devrait permettre le contrôle de toute l'économie, de la répartition à la production. Il lui est donc facile de réglementer la vie économique et d'installer un contrôle révolutionnaire et démocratique. Par simples décrets, on peut grouper les banques, syndiquer les entreprises, créer des associations de consommation, établir le contrôle des unions ouvrières sur la production et tenir une comptabilité uniforme.

IV) Le communisme de guerre

Si pour Radek (1921), le communisme de guerre est un système d'initiatives nécessaires à un achèvement rapide de la guerre civile, pour les bolcheviks c'est un passage vers le socialisme, « une expérience grandiose des premiers pas vers le socialisme » (Kitsman). Il y a eu de

nombreuses critiques du communisme de guerre (Bogdanov, Bazarov, Martov, Broutskous). En 1921, pour Lenine « nous estimions ou nous nous proposons, sans faire suffisamment de calcul, d'organiser sur l'ordre de l'Etat prolétarien la production et la distribution publiques des biens de manière communiste dans un pays de petites exploitations paysannes. La vie a démontré notre erreur ».

A) Les premières expériences des bolcheviques dans l'organisation de l'économie nationale furent d'abord fondées sur les nécessités de la guerre.

La politique s'oriente vers la destruction rapide des vieilles structures, mais le pouvoir révolutionnaire n'était pas en mesure de résoudre des problèmes économiques pratiques. Le gouvernement des Commissaires du peuple place la construction d'un système économique planifié au centre de son attention, car c'était une revendication de la social-démocratie et des bolcheviks. De nombreux bolcheviques voyaient dans l'économie militarisée de l'Allemagne l'exemple à suivre pour créer de nouveaux rapports économiques et construire un mécanisme économique efficace. La future économie planifiée devait être un système de production et de répartition rigoureusement centralisé, dans le cadre d'une consommation rationnée. Pour Lénine, dans ses analyses du capitalisme d'Etat, le socialisme intégral était une combinaison du système économique militarisé allemand et du pouvoir soviétique indispensable pour instaurer un nouveau régime. Si les grosses fortunes industrielles étaient un attribut incontestable du progrès technique et du développement des forces productives, leur soumission à un organe universel était au cœur de la solution de tous les problèmes économiques. Toutes les fonctions principales de l'économie dépendent de la simple décision d'un organe compétent (Larine, Kritsman). La coordination des intérêts n'est pas envisagée comme une fonction du plan. Ainsi, les besoins des hommes deviennent essentiels, et non plus le profit, avec la suppression des liens marchands. L'intéressement économique laisse la place à la discipline du travail. La notion de rentabilité économique est éliminée et remplacée par celle d'utilité étatique.

Le CSEN (Conseil supérieur de l'économie nationale), organe central de direction économique, devait élaborer des normes générales et un plan de contrôle de la vie économique du pays et coordonner et unifier l'activité de tous les autres organismes de contrôle. Il est devenu rapidement un organe de gestion opérationnelle des unités de production, car il devait assumer la direction des entreprises industrielles en l'absence de motivation économique. L'effectif passa de 328 personnes en mai 1918 à 3288 quatre mois plus tard. Les entreprises étaient mal gérées, les programmes s'accomplissaient à 5 %. Il y avait une forte désorganisation. La conclusion en a été que la répartition centralisée était l'âme du socialisme et de l'économie planifiée. Les bolcheviks transformèrent les organes économiques de contrôle pour des raisons politiques, ressentant l'hostilité des fonctionnaires et des cadres de l'ancien appareil (dont les monopoleurs privés). Au début, ils placèrent beaucoup d'espoir dans le contrôle ouvrier, mais les projets furent utopiques. Les cellules de base du contrôle ouvrier agissaient avant tout comme représentants de leurs propres entreprises. Parfois ils se solidarisaient avec les patrons et ils s'occupaient des problèmes courants et non des stratégies, ils étaient tournés vers la consommation. Il y avait de nombreuses contradictions et les compromis étaient difficiles à trouver. Ces défauts furent perçus, mais ils étaient jugés dans la réalité comme le résultat de la pénétration des fonctionnaires dans les organismes du nouveau pouvoir. Le débat sur le rôle de l'Etat et celui des organes locaux a été important pendant la période. Le plan unique figurait dans le

deviennent de simples salariés de l'Etat, ce dernier devenant le capitaliste total (1844). Pour Boukharine, cette organisation de la production sociale est comparable à l'économie esclavagiste conduisant à la croissance du militarisme, au danger de guerre, à l'oppression de la classe ouvrière et à la menace croissante sur la révolution socialiste.

A la recherche de la formule du Plan, Stroumiline a attiré l'attention sur les liens entre la planification et la stimulation. Il s'agit de coordonner les intérêts, et il conclut à l'incompatibilité du Plan avec le rationnement des produits, ce fruit illégal du militarisme et de la misère. Pour Kaktyr, tous les maillons économiques ont intérêt à avoir un plan réel. Il met en évidence les difficultés de la planification réelle. Il montre qu'il y a discordance des intérêts entre le centre et les agents subordonnés, conduisant à la désorganisation de la vie économique. Il ne faut pas chercher un plan idéal, mais élargir l'autonomie des maillons inférieurs au stade à la fois de l'élaboration et de l'exécution du plan. Autrement, les maillons ne donneront pas d'informations fiables. Pour lui, l'économie socialiste n'est pas la constitution de grands monopoles, une simple hiérarchie des échelons de la production et de gestion. La centralisation verticale est une propriété du capitalisme que le socialisme doit surmonter. Proche de Kritsman, il critique pourtant l'idée d'une économie planifiée d'après le principe sectoriel. Il introduisait le social dans le productif.

Les socio-démocrates (Martov, Bazarov) critiquaient l'expérience de l'économie centralisée, du fait de la bureaucratie, de la chute du rendement du travail, de l'anarchie de la production. Le communisme de guerre n'a donc pas produit des résultats économiques convaincants. Ils ne se préoccupent pas du contenu du plan, ni de ses méthodes, mais plutôt sur la nature sociale du système économique planifié. La consommation l'emportait sur les couches productrices, ça favorise ceux qui ne produisent pas. Il faut un appareil de contrainte s'il n'y a pas de stimulation au travail. L'appareil d'Etat croît, avec sa contrainte appliquée non seulement à la bourgeoisie mais aussi à la discipline des classes travailleuses. Le plan unique conduit à la création d'une classe parasitaire et à des tentations spéculatrices (Bazarov). Ces auteurs ne souhaitent pas un retour au capitalisme ou au communisme de guerre, mais un mécanisme économique permettant la croissance maximale des forces productives. Les auteurs de la revue « Mysl » souhaitaient surmonter la domination du communisme de la consommation. Ils cherchaient à définir des motivations dans l'organisation centralisée. A la différence de Trotski et Goussev, les efforts devaient être concentrés sur la satisfaction des besoins urgents pour la consommation productive et individuelle, rendant ainsi plus efficaces les incitations au travail. Cette conception prévoyait ce que deviendra la NEP. Elle comprenait les tensions qui existeraient entre les fonctionnaires et les travailleurs. Elle considérait enfin que le passage de la constitution soviétique à une constitution parlementaire bourgeoise était nécessaire.

En conclusion

La doctrine idéologique du début des années 20 était basée sur le refus partiel de l'individualisme, l'intérêt limité de la démocratie face à l'industrialisme et au collectivisme, le refus de la concurrence et l'acceptation des monopoles privés et étatiques et une confiance importante dans le potentiel et l'avenir de l'homme. Les idéaux démocratiques n'ont plus autant de soutien, car les idées font toujours l'objet de débats, alors que les pouvoirs s'exercent toujours. La thèse proclamant l'importance vitale de la planification et du contrôle de l'Etat s'est transformée en acte de foi.

Il est intéressant de signaler que les mêmes débats ont eu lieu dans la Russie de la fin du XX^e siècle. Les questions qui ont été posées en négatifs ont été les mêmes :

- Gradualisme des réformes ou thérapie de choc ?
- Faut-il appliquer une stricte politique libérale ou une action volontariste de l'Etat ?
- Quelle importance et quel rythme accorder aux procédures de privatisation et de libéralisation ?
- Comment lutter contre la paupérisation et promouvoir les nécessaires solidarités ?
- Comment promouvoir les valeurs démocratiques ?
- Comment sauvegarder la paix mondiale ?

L'histoire du monde se passe des leçons de celle-ci, lorsque les pouvoirs et les intérêts des groupes cherchent à s'installer, coûte que coûte, dans la durée.

Bibliographie

- Bensimon, G. (1996), *Essai sur l'économie communiste*, L'Harmattan.
- Bogdanov, Z.A. (1898) *Précis de science économique* (Moscou, 1898)
- Bogolepov, M.I. (1916), *Sur les voies de l'avenir, problème du plan économique*, Saint-Petersbourg.
- Carrère d'Encausse, H. (1972), *Lénine, la révolution et le pouvoir*, Flammarion.
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Grenoble.
- Fontanel, J., Bensahel, L. (2000), *La pensée économique russe et l'intervention de l'Etat dans la vie économique de 1880 à 1921*, Cahiers de l'Espace Europe, n°16.
- Fontanel, J. (2000), *Les désagréments économiques de l'absence d'Etat. L'exemple de la Russie*. In *Les fondements de l'action économique de l'Etat*, Université Pierre Mendès France. Côté Cours, Grenoble
- Fontanel, J., Samson, I. (2003) *Les liaisons dangereuses de l'Etat et de l'économie russe, Pour Comprendre*, L'Harmattan, Paris
- Geronimo, J. (1998), *Légitimité et rôle du Parti Communiste dans la régulation du système économique soviétique*, Doctorat, Université Grenoble, UPMF.
- Geronimo, J. (2000), *Logique économique et implication politique de la ligne réformatrice de Sergèï Witte*, Cahiers de l'Espace Europe, Novembre.
- Goldstein, I.M., (1911), *Œuvres de la société économique libre*. Moscou.
- Jeleznov, V.Y. (1912), *Essais de politique économique*, Moscou.
- Kritzman, L. (1926) *La période héroïque de la grande révolution russe*
- Lenine (1916), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*.
- Martov (1905) *Les ennemis de la patrie*, Genève.
- Mendeleev, D.I. (1981) *Le tarif raisonnable ou la recherche sur le développement de l'industrie en Russie en rapport avec les tarifs douaniers*
- Struve, P. (1894), *Notes critiques sur la question du développement économique de la Russie* (Saint-Petersbourg, 1894)
- Tugan-Baranovskij, M. (1898), *La fabrique russe dans le passé et le présent* (volume 1, Saint-Petersbourg, 1898)
- Tugan-Baranovskij (1899), *La science économique russe*, Encyclopédie universelle, Brockhaus-Efron
- Witte, S.Y. (1912), *Conférences sur l'économie populaire et l'économie d'Etat*. Saint-Petersbourg.
- Zinoniev, A. (1981), *Le communisme comme réalité*, Julliard.